

DÉFENSE : LES PILIERS DE LA CONFRONTATION
ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

Jean-Paul Hébert

Ecole des hautes études en sciences sociales (Paris)

Centre interdisciplinaire de recherches sur la paix et d'études stratégiques.

Avril 2004

La thèse d'un fossé croissant entre les États-Unis et l'Europe sur les plans militaires et stratégiques est répétée avec tellement d'insistance depuis la fin des années quatre-vingt dix que l'hypothèse d'un écart irrémédiable est aujourd'hui acceptée sans autre forme de procès par un grand nombre d'analystes : récemment encore, dans leur appel « pour le renouveau du partenariat transatlantique »¹, Madeleine Albright et James Schlesinger écrivent :

Le fossé qui ne cesse de se creuser entre les capacités militaires américaines et européennes rend plus difficile coopération et interopérabilité en matière de défense transatlantique .

Certains tenants européens des doctrines atlantistes vont même jusqu'à diagnostiquer un effacement inexorable de la France » dans le domaine militaire [Lellouche 2002, page 6]. Ce « gap » est, suivant les cas, technologique ou budgétaire ou capacitaire, mais toujours décisif.

Définir les moyens et l'horizon de l'Europe de la défense nécessite d'examiner d'abord la réalité de cette thèse : doit-on souscrire sans réserve à l'existence d'un tel écart irrémédiable ? Il faut également voir dans quel affrontement théorique et stratégique s'inscrit le discours sur le gap. Nous constaterons que l'enjeu revêt des dimensions insoupçonnées qui implique, en fin de compte, une rupture dans la vision du monde entre les États-Unis et l'Europe.

1. L'écart Etats-Unis / Europe : mythes et réalités

1.1 La mesure chiffrée des écarts

On peut mesurer ces écarts à partir des dépenses militaires totales, des proportions du PIB consacrées à la défense, des dépenses par tête ou même en fonction des quantités d'équipements.

Quand on compare les dépenses militaires des États-Unis et des trois plus grands pays européens, telles que mesurées par l'OTAN, on constate que les dépenses américaines sont marquées par des cycles très prononcés, une variation budgétaire qui ne correspond pas à la dynamique européenne où les fluctuations sont beaucoup plus faibles. Ces différences d'évolution expliquent l'allure particulière du rapport Etats-Unis / Europe et l'illusion que provoque l'actuel cycle de croissance aux États-Unis.

De même, l'idée reçue suivant laquelle la part du PIB consacrée à la défense aurait décliné plus vite dans les pays européens ne trouve pas de confirmation dans les séries chiffrées. La diminution est bien incontestable puisque la France et le Royaume-Uni sont actuellement à un niveau d'environ 2.5% du PIB et l'Allemagne à 1.5, mais les Etats-Unis, au même moment, sont à 3,2 % du PIB alors que jusqu'au début des années soixante cette proportion se chiffrait entre 8 et 10% du PIB et était encore supérieure à 6% en 1988. Les dépenses militaires par habitant ont la même allure : la décroissance est plus marquée pour les Etats-Unis que pour les pays européens, même si le volume absolu est plus élevé (de 1 à 1.5 ou de 1 à 2 entre la France et les Etats-Unis, suivant les sources).

¹ voir le monde 15 mai 2003

Pour sa part, la comparaison des stocks d'armes majeures entre les trois pays européens et les Etats-Unis ne montre pas d'évolution décisive entre 1997 et 2001 (années pour lesquelles les comparaisons à partir des déclarations au registre sur les transferts d'armes conventionnelles de l'ONU sont possibles). Il varie de 1 à 1.5 (navires) à 1 à 3.3 (hélicoptères de combat) mais n'indique pas un décrochage marqué de l'Europe. Quant aux effectifs ils ont subi une décroissance du même ordre (entre 30 et 35%) entre 1975 et 2000 pour les quatre pays.

Si ces chiffres montrent évidemment l'importance de la différence absolue d'effort militaire entre les Etats-Unis et l'Europe, ils n'indiquent donc en aucune manière une évolution de long terme irrémédiable au détriment de la position européenne. Ceci doit d'autant plus être souligné que l'interprétation même de la signification de cet écart en valeur est loin d'être aussi simple qu'il y paraît.

1.2 Peut-on mesurer l'efficacité des dépenses militaires ?

Mesurer l'efficacité des dépenses militaires nécessite qu'on soit capable de déterminer ce que « produit » la dépense militaire. On ne peut sur ce point se réfugier dans la thèse d'économistes critiques [Serfati 2001] qui se bornent à énoncer que les armements « ne sont ni un bien de consommation ni un bien de production » et à en déduire qu'on peut donc les tenir en lisière du processus productif. Au contraire, on peut considérer que les dépenses militaires ont une production de trois grands ordres : la sécurité, la puissance, et l'imaginaire social. [Hébert 1995, Caro 2000, Valantin 2003].

Si on examine dans ces trois domaines l'efficience des dépenses militaires des Etats-Unis d'une part et de la Grande-Bretagne et de la France d'autre part (faute que l'Europe comme telle ait une existence unie suffisante), on peut admettre que, du point de vue de l'imaginaire social, il n'y a guère de différence de niveau. Dans les trois cas, la place de l'instrument militaire dans l'histoire est importante et concourt de manière globalement positive à la construction d'une identité nationale.

Les choses sont différentes en ce qui concerne la « puissance » et la place dans le monde. En ce domaine, le volume de son effort militaire assure aux Etats-Unis une image de dominateur solitaire. Depuis la fin de la guerre froide ce pays dispose d'une image de surpuissance qui n'est guère contestable. Mais que les Etats-Unis aient un budget de 449 milliards de dollars comme en 2005 ou de 295 comme en 1999² ne change rien à leur réputation mondiale. Même si la France et le Royaume-Uni ne sont pas rangés dans la même catégorie que les États-Unis, ils sont cependant à un niveau enviable de « réputation mondiale de puissance », compte tenu de leur taille.

Enfin, en ce qui concerne la sécurité produite par l'effort militaire, il n'est pas erroné de considérer qu'ici l'avantage est aux pays européens. Que l'on mesure l'insécurité en termes de nombres de victimes ou, de manière plus évanescence, avec des enquêtes d'opinion, il est clair que dans ce domaine elle est plus marquée pour les Etats-Unis que pour la France ou le Royaume-Uni. On est justifié d'en conclure que les dépenses américaines sont moins efficaces que les dépenses européennes.

² Dollars constants 2001. Déflateur US / www.defenselink.mil/pubs/almanac/

Ces considérations sur l'efficacité des dépenses militaires ne réduisent pas à néant l'écart qu'il est possible d'observer entre les volumes de dépenses américains et européens. Elles interdisent cependant de prendre ces volumes de dépenses comme un indicateur proportionnel du rapport des forces.

2. Le gap comme concept stratégique

L'existence d'écart significatifs sur les plans scientifiques et technologiques fait l'objet d'appréciations divergentes qu'un document récent de l'Union de l'Europe occidentale a clairement résumées [Navarro 2000]. La théorisation d'un éventuel retard structurel européen a sans doute pour but de conforter les fondements de la suprématie américaine, mais l'infériorité technique des pays européens quant aux matériels et systèmes d'armes qu'ils ont choisi de développer est loin d'être démontrée comme l'indiquent les performances à l'exportation des matériels britannique ou français, mais aussi comme le montrent les résultats de certains exercices conjoints internationaux où les appareils européens tiennent la dragée haute à leurs équivalents américains. [Hébert 2001, page 94]. En fait, le discours sur le « gap » fait partie d'un ensemble théorique plus global dont le champ est l'affrontement industriel, économique et stratégique entre les systèmes de production d'armement américain et européen.

Le concept de "gap" a beaucoup servi dans la littérature théorique américaine, pour obtenir des accélérations budgétaires ou, plus subtilement parfois, pour relancer sans cesse la course des Etats-Unis "contre eux-mêmes" en matière de puissance militaire. On connaît les principaux avatars de ce concept qui renaît régulièrement: dans les années cinquante, c'est le "bomber gap" (la crainte que l'URSS ait 600 ou 700 bombardiers à long rayon d'action. en réalité, elle n'en déploiera que 190, permettant ainsi aux Etats-Unis de garder un avantage d'environ 300 bombardiers). Dans les années soixante, c'est le "missile gap" (l'URSS ayant prétendument de 500 à 1000 missiles balistiques intercontinentaux) et l'"ABM gap" (l'URSS étant sur le point de posséder 10 000 intercepteurs dans un gigantesque réseau de missiles antibalistiques). Dans les années soixante-dix c'est le "hard-target-kill gap" (on affirmait cette fois que les nouveaux missiles soviétiques seraient capables de détruire tous les missiles américains basés à terre). Dans les années quatre-vingt, c'est le "spending gap" (l'accélération supposée des dépenses militaires soviétiques ainsi que la capacité attribuée aux ICBM auraient ouvert une "fenêtre de vulnérabilité" dans la défense américaine).

Ce surgissement chronique du « gap » va de pair avec le retour périodique des projets d'invulnérabilité dont l'actuelle défense antimissile, supposée marquer, là encore, une avance décisive des Etats-Unis par rapport à l'Europe, n'est que la manifestation la plus récente. Dans ce dernier dossier, l'enjeu n'est plus l'affirmation de puissance face à l'URSS et aux pays du traité de Varsovie, mais le renforcement d'une prééminence par rapport à l'Europe en voie d'unifier ses industries de défense, mais aussi ses doctrines et ses moyens. Quel qu'en ait été la logique argumentaire, à chaque fois que la notion de "gap" a été évoquée aux États-Unis, elle a alimenté une relance de la course aux armements.

3. L'affrontement stratégique transatlantique : deux visions du monde.

Au fil des dernières années, les États-Unis ont accompagné leur nouvelle analyse du « gap » d'une réorientation de leur politique dans le sens de l'unilatéralisme et de l'intervention : aujourd'hui, seul contre le monde, l'Empire agit sans retenue pour assurer les moyens de sa domination c'est-à-dire la maîtrise des flux (flux financiers, flux d'information, flux commerciaux).

Les théoriciens néoconservateurs de l'administration Bush ne sont pas des excentriques obsédés par les terroristes, ce sont des intellectuels obstinés qui, depuis longtemps, développent un projet stratégique cohérent qu'ils ont enfin l'occasion de mettre en œuvre. Paul Wolfowitz, secrétaire adjoint à la défense, est le plus connu, mais Donald Rumsfeld, Richard Cheney, Richard Perle se rattachent à l'école de pensée du PNAC (Project for a New American Century) : projet pour une nouvelle ère américaine dont fait également partie Bruce Jackson, qui a mis sur pied la déclaration du « groupe de Vilnius » favorable à la thèse américaine quant à la guerre en Irak, contre les choix français, allemand et belge.³

Le projet est celui d'une hégémonie sans contestation, réduisant au besoin par un remodelage géographique les zones de faiblesse d'influence américaine et ne laissant aux « amis » et « alliés » que le choix entre le suivisme silencieux ou l'exclusion à grand fracas. C'est un projet à la fois « sur » le reste du monde et « contre » le reste du monde. Ce projet est le plus déséquilibrant pour les relations internationales qui ait été développé depuis longtemps car il est de nature à mettre en branle ce « choc des civilisations » que ne cessent d'agiter les penseurs néoconservateurs.

La position nouvelle de l'Empire n'est pas seulement militaire, mais aussi économique et politique. Elle s'appuie en particulier sur une réorganisation de l'espace politico-stratégique du continent américain visant une intégration de marché plus marquée avec, par exemple, la négociation de la Zone de libre-échange des Amériques (ZLÉA).⁴ Les États-Unis ont également accentué leurs pressions pour qu'en Amérique latine les pays s'engagent plus fortement dans le combat contre ces menaces asymétriques (drogue, terrorisme, immigration illégale, etc.) présentées comme déterminantes.⁵ À l'échelle de l'Amérique du Nord, l'approche déployée dans le cadre de la « Homeland Defense » et de la « Homeland Security » repose sur la volonté de sanctuariser le territoire.

Toutefois, la nouveauté principale du processus actuel est surtout doctrinale⁶ : principe des frappes préventives et nouvelle optique quant aux armes nucléaires et à leur conditions d'emplois. La perspective d'une partie de l'administration américaine est celle d'une quatrième guerre mondiale comme le développe Norman Podhoretz, rédacteur en

³ Le monde 27 février 2003. Le groupe de Vilnius est composé des pays suivants : Bulgarie, Roumanie, Estonie, Lituanie, Lettonie, Slovaquie, Croatie, Albanie, Slovaquie. Bruce Jackson a été vice-président de Lockheed-Martin de 1993 à 2002. Présentation de B Jackson : <http://www.expandnato.org/brucejackson.html>.

⁴ On résume ici des thèses exposées dans Yves Bélanger et Stéphane Roussel, « La sécurité des Amériques : les premiers pas vers une intégration régionale ? », *ARES*, vol.20, N°51, juin 2003, pages 17-26.

⁵ William S. Cohen, *Quadrennial Defense Review 1997*, Washington, U.S. Department of Defense, mai 1997.

⁶ notamment celle exprimée dans *The National Security Strategy of the United States of America*

chef pendant trente cinq ans de la revue *Commentary* et l'un des plus influents théoriciens néoconservateurs :

« La Quatrième Guerre mondiale est peut-être en train de se préparer. Nous ne devons pas partir du principe qu'une guerre mondiale implique nécessairement la mobilisation de millions d'hommes, des échanges de millions de tonnes d'explosifs... /.../ la campagne contre Al-Qaida nous a conduits à renverser le régime taliban, et nous pourrions fort bien nous retrouver, bon gré mal gré, contraints par la même logique politique et militaire de renverser cinq ou six ou sept autres régimes tyranniques du monde musulman dont cet autre commanditaire du terrorisme qu'est l'Autorité palestinienne de Yasser Arafat).

/.../ je peux même imaginer que les bouleversements de cette guerre déboucheront sur une mission impériale d'un nouveau genre pour l'Amérique, dont l'objectif serait de présider à l'apparition dans la région de nouveaux gouvernements plus ouverts à la réforme et à la modernisation que les despotismes actuellement en place. /.../ je peux aussi envisager l'établissement d'une sorte de protectorat américain sur les champs de pétrole d'Arabie saoudite, car nous comprenons de moins en moins que l'on puisse laisser 7 000 princes exercer tant de pressions sur nous et sur le reste du monde. [...]

Quels qu'en soient les contours exacts, les pays musulmans en particulier et le monde en général seront très différents lorsque cette guerre sera finie. Très différents et bien plus agréables pour la grande majorité des individus d'un bout à l'autre de la planète. À moins, bien entendu, que les États-Unis ne soient empêchés par leurs alliés d'aller jusqu'au bout. »⁷

En effet, la relation avec les alliés, c'est-à-dire essentiellement les pays européens apparaît de plus en plus comme problématique dans cette orientation politique.

Pour atteindre son objectif, le gouvernement américain mène une course à la technologie militaire (une nouvelle course aux armements) par laquelle ils espèrent distancer durablement les pays européens et obtenir le contrôle des marchés d'armement des pays amis et alliés d'une part et des pays émergents d'autre part. Cette confrontation prend aujourd'hui une dimension d'acuité accrue. Il ne s'agit plus seulement de conforter une prééminence, il s'agit de réduire les moyens d'intervention d'un rival gênant. Cet affrontement se développe par la manipulation de concepts comme la « forteresse Europe » censée symboliser une volonté de protectionnisme européen, ou le « gap » supposé définir l'écart croissant entre les capacités européennes et américaine, mais il concerne également la position des acteurs sur le marché de l'armement.⁸

L'affrontement se joue principalement sur le marché de l'armement ou l'enjeu premier concerne la nature des armes exportées et la place particulière des clients. Sur ce terrain les assauts menés contre les fabricants européens s'appuie souvent sur des moyens de concurrence oblique et cherchent à provoquer des dissociations au sein de L'Union. La concurrence oblique consiste en l'utilisation d'arguments juridiques, de pressions politiques et d'espionnage économique pour emporter les marchés. Les États-Unis provoquent également des divisions au sein des acteurs européens. Ainsi, ils sont parvenus à entraîner cinq pays européens (Grande-Bretagne, Italie, Pays-Bas, Danemark et Norvège)

⁷ Norman Podhoretz "How to win World War IV", *Commentary*, 1^{er} février 2002

⁸ sur ce dernier point voir, Jean-Paul Hébert, « L'Europe, vraie puissance militaire mondiale », *L'Economie politique*, N°20, quatrième trimestre 2003, pages 32-41

dans leur programme de chasseur de nouvelle génération F-35. Les industries européennes sont ainsi dans l'impossibilité de financer un programme concurrent. Les pressions américaines pour faire participer les pays européens à leur programme de défense antimissile ont aussi pour objectif d'introduire des éléments de disjonction au sein de la communauté européenne.

Pour bien situer l'affrontement il faut replacer la course à la suprématie technologique et à la maîtrise des marchés face à l'opposition idéologique qui en est la finalité. Suivons l'analyse de Robert Kagan :

« - Il est temps de cesser de faire semblant de croire que les Européens et les Américains partagent une vision commune du monde, ou même qu'ils vivent dans le même monde. Sur la question fondamentale du pouvoir - de l'efficacité du pouvoir, de l'éthique du pouvoir, de l'attrait du pouvoir -, les approches américaines et européennes divergent. L'Europe tourne le dos au pouvoir ou, pour le dire autrement, elle dépasse le pouvoir pour s'inscrire dans un monde autonome de lois et de règlements, de négociations et de coopérations transnationales. Elle pénètre aujourd'hui dans un paradis posthistorique de paix et de prospérité relative, qui correspond à la « paix perpétuelle » de Kant. Les États-Unis, eux, restent empêtrés dans l'histoire, exerçant le pouvoir dans le monde anarchique de Hobbes, où l'on ne peut se fier au droit international. et où la véritable sécurité, la défense et la propagation d'un ordre libéral restent tributaires de la possession et de l'usage de la force militaire.

C'est pourquoi, sur les grandes questions stratégiques et internationales actuelles, les Américains viennent de Mars et les Européens de Vénus : ils ne s'entendent que sur peu de points et se comprennent de moins en moins. Et cet état de choses n'est pas passager - il n'est dû ni à une élection américaine ni à quelque catastrophe. Les raisons de la scission transatlantique sont profondes, anciennes et sans doute durables. Lorsqu'il s'agit de fixer des priorités nationales, d'identifier les menaces, de définir les défis à relever et d'élaborer et mettre en œuvre une politique étrangère et une stratégie de défense, les États-Unis et l'Europe empruntent des voies différentes. »⁹

On ne peut dissimuler que l'affrontement prend de l'ampleur. De part et d'autre les contre-mesures et contre-contre-mesures s'élaborent. Face à l'Empire solitaire, le « vieux continent » cherche à construire une Europe non-alignée, autonome, pacifiée et pacifique. Certes l'Europe est encore loin de parler de manière unanime, mais elle a su faire entendre une voix quant à l'expédition militaire américaine en Irak. L'élargissement de l'Union à vingt-cinq pays n'est pas exempte d'inquiétudes mais contribue à consolider une Europe qui ne vise pas à être le gendarme du monde, mais plutôt à se constituer en force sage et non en force brutale.

⁹ Robert Kagan, « Power and weakness », *Policy Review*, N°113, juin 2002

Références

- BELANGER Y. ET ROUSSEL S.[2003], « La sécurité des Amériques : les premiers pas vers une intégration régionale ? », *ARES*, vol.20, N°51, juin 2003, pages 17-26.
- CARO J-Y.[2000], "De la richesse à la puissance des nations", *ARES*, N°46, volume XVIII fascicule 3, décembre 2000, pages 11-40
- COHEN W.[1997], *Quadrennial Defense Review 1997*, Washington, U.S. Department of Defense, mai 1997.
- GRIMMETT R. [2003], *Conventional Arms Transfers to Developing Nations 1995-2002*, CRS report for Congress RL32084, 22 septembre 2003, 91 pages.
- GUINEL J.[2003], *Délires à Washington*, La découverte, Paris, 2003, 256 pages.
- HEBERT J-P., BELANGER Y. et LOCK P.[2000], *Naissance de l'Europe de l'armement*, Cahier d'Etudes stratégiques, N°27, juin 2000, 140 pages
- HEBERT J-P.[1995], *Production d'armement. mutation du système français*, La Documentation française, paris, 1995, 224 pages
- HEBERT J-P.[2000], "Militarisation ou démilitarisation du monde ? L'évolution des dépenses militaires mondiales en longue période", *Mondes en Développement*, tome 28-2000, N°112, pages 11-24
- HEBERT J-P.[2001], *La consolidation de l'Europe de l'armement face au défi transatlantique*, Cahier d'Etudes stratégiques, N°30, mai 2001, 152 pages.
- HEBERT J-P.[2002], *2001 : l'Europe de l'armement en panne ?*, Cahier d'Etudes stratégiques, N°34, 4^{ème} trimestre 2002, 180 pages.
- HEBERT J-P/ NARDON L.[1999], *Concentration des industries d'armement américaines : modèle ou menace ?*, Cahier d'Etudes stratégiques, N°23, juin 1999, 154 pages.
- HEBERT J-P[2003], « L'Europe, vraie puissance militaire mondiale », *L'Economie politique*, N°20, quatrième trimestre 2003, pages 32-41
- HEBERT J-P[2003], « la confrontation Etats-Unis / Europe sur les marchés d'exportation d'armement » in Yves JEANCLOS (dir.), *la sécurité de l'Europe et les relations transatlantiques au seuil du XXIème siècle*, Editions Bruylant, Bruxelles, 2003, 414 pages, (pages 141-163)
- JOXE A., [1996], *Révolution dans les affaires militaires ?*, Cahier d'Etudes stratégiques, N°18, 1996, 172 pages.
- LELLOUCHE P. [2002], *Avis au nom de la commission des Affaires étrangères sur le projet de loi relatif à la programmation militaire pour les années 2003 à 2008*, Assemblée nationale, Document N°384, 20 novembre 2002, 54 pages
- MACDONALD G.[2002], Vice-chef d'État major de la Défense, *Les relations canado-américaines en matière de défense, les menaces asymétriques et le plan de commandement unifié des États-Unis*, Ministère de la défense nationale, Ottawa, 6 mai 2002.
- NAVARRO A., [2000], *L'écart entre l'Europe et les Etats-Unis dans le domaine de la recherche et de la technologie en matière de défense*, Assemblée de l'Europe Occidentale, Document A/1718, 6 décembre 2000, 34 pages.
- PAECHT A.[2000], *rapport au nom de la commission nationale de la défense et des forces armées sur les systèmes de surveillance et d'interception électroniques pouvant mettre en cause la sécurité nationale*, Assemblée nationale, Document N°2623, 11 octobre 2000
- SECRETARY OF DEFENSE [2001], *Nuclear Posture Review : Report to Congress*, décembre 2001
- SERFATI C.[2001], *La mondialisation armée. Le déséquilibre de la terreur*, Editions Textuel, paris, 2001, 174 pages.

VALANTIN J-M.[2003], *Hollywood, le Pentagone et Washington*, Autrement, Paris, 2003, 208 pages
WHITE HOUSE [2002], *The National Security Strategy of the United States of America*, septembre 2002.